

Bij de onderhandelingen over het bijstandscontract herinnert de maatschappelijk werker de begunstigde eraan dat de thuisoppasser recht heeft op:

- eerbied en waardering;
- respect voor zijn beperkingen;
- behoorlijke werkomstandigheden;
- het nodige geschikte materieel.

Als zulks niet het geval is, mag de thuisoppasser de dienst interpellieren.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering tot wijziging van sommige bepalingen van het reglementair deel van het Waals wetboek van Sociale actie en Gezondheid betreffende de hulpdiensten voor gezinnen en bejaarde personen.

Namen, 16 september 2021.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie,  
Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

Ch. MORREALE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/33408]

16 SEPTEMBRE 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'annexe 120  
du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, article 359, alinéa 1<sup>er</sup>;

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 1<sup>er</sup> mars 2021;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 mars 2021;

Vu le rapport du 6 avril 2021 établi conformément à l'article 4, 2<sup>o</sup>, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis de l'Organe de concertation intra-francophone, donné le 8 avril 2021;

Vu la demande d'avis, adressée le 9 juillet 2021 au Conseil d'Etat, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis de la Commission wallonne des aînés, donné le 30 avril 2021;

Considérant l'arrêté ministériel du 6 novembre 2003 fixant le montant et les conditions d'octroi de l'intervention visée à l'article 37, § 12, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, dans les maisons de repos et de soins et dans les maisons de repos pour personnes âgées;

Considérant l'évolution des besoins, il convient donc de revoir les missions et le contenu de la formation de base du référent pour la démence;

Sur la proposition de la Ministre de la Santé et de l'Action sociale;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

**Art. 2.** Dans l'annexe 120 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 4 décembre 2014, 18 décembre 2014, 22 décembre 2018 et 16 mai 2019, il est inséré un 9.3.16. rédigé comme qui suit :

« 9.3.16. « Du référent pour la démence ».

Les dispositions reprises au point 9.3.16. relatives au référent démence s'appliquent aux maisons de repos et maisons de repos et de soins qui hébergent au moins 25 patients classés dans la catégorie de dépendance Cd.

Le référent pour la démence exerce notamment une fonction de coordination, en collaboration avec l'ensemble du personnel de la maison de repos ou de la maison de repos et des soins dans l'amélioration continue de la qualité de l'accompagnement des personnes présentant des troubles cognitifs.

Le directeur sollicite le référent pour la démence afin qu'il propose, en concertation avec l'infirmier chef et les membres du personnel, un plan d'action annuel visant à améliorer la qualité de vie des personnes présentant des troubles cognitifs. Ce plan d'action définit les objectifs, les traduit en actions, indique les professionnels qui participent à l'exécution de chaque action, veille à l'exécution des actions et les évalue. Le plan d'action est validé par le directeur et intégré au projet de vie de l'établissement.

9.3.16.1. Les missions du référent pour la démence.

9.3.16.1.1. Le référent pour la démence remplit les quatre missions suivantes :

A. Promouvoir un environnement de vie adapté

1° proposer des adaptations de l'environnement de vie dans les espaces collectifs pour faciliter les déplacements et la prise d'initiative des résidents dans la réalisation des activités de la vie quotidienne;

2° proposer des aménagements dans la chambre du résident pour maintenir ou réactiver son autonomie.

B. Accompagner les membres du personnel

1° participer à la sensibilisation, formation des membres du personnel en fonction des besoins exprimés;

2° soutenir les membres du personnel dans la mise en place d'activités adaptées et porteuses de sens pour le résident;

3° créer des supports pour répondre à un besoin au sein de l'établissement.

C. Accompagner les résidents qui présentent des troubles cognitifs

1° proposer des activités adaptées et porteuses de sens;

2° réaliser des accompagnements individualisés et coordonner les projets de vie individualisés dans les unités adaptés ou unités de vie en journée;

3° gérer et prévenir les troubles du comportement.

D. Accompagner les familles

1° participer à l'accueil des familles lors de l'entrée du résident dans l'établissement et dans les semaines qui suivent;

2° être à l'écoute des familles et rester une personne de référence concernant l'évolution de la maladie du résident et de ses manifestations.

9.3.16.1.2. Dans le cadre de ses missions le référent pour la démence est sous la responsabilité du directeur de l'établissement. C'est le plan d'action, défini avec et validé par la direction en collaboration avec l'infirmier chef, intégré au projet de vie de l'établissement, qui permet au référent démence de prioriser ses activités par mission.

9.3.16.2. Des titres et de l'expérience utile requis des personnes chargées d'assurer la fonction de référent pour la démence

9.3.16.2.1. Sont autorisés à exercer la fonction de référent pour la démence les titulaires d'un diplôme d'infirmier ou d'un des titres de l'enseignement supérieur de type court tel que défini par le décret de la Communauté française du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, déterminé par le Ministre compétent, et qui détiennent une attestation assurant le minimum de connaissances utiles relatives à assurer la fonction du référent pour la démence.

9.3.16.2.2. Jusqu'au 31 août 2022, la personne désignée comme référent pour la démence doit avoir suivi une formation d'au moins 60 heures, reconnue par le SPF Santé Publique ou l'Agence, ou avoir suivi un cycle de formation d'au moins 70 heures, reconnu par le ministre et avoir satisfait avec fruit à l'épreuve certificative le sanctionnant.

La formation de 60 heures comprend au minimum les matières suivantes :

- \* les aspects médicaux de la démence;
- \* les aspects psycho-sociaux de la démence;
- \* les aspects éthico-déontologiques de la démence;
- \* les aspects juridiques de la démence;
- \* l'organisation des soins;
- \* la communication interdisciplinaire et la gestion des plans.

9.3.16.2.3. A partir du 1<sup>er</sup> septembre 2022, toute personne désignée pour la première fois comme référent pour la démence doit avoir suivi un cycle de formation d'au moins 70 heures, reconnu par le Ministre compétent et avoir satisfait avec fruit à l'épreuve certificative le sanctionnant.

9.3.16.2.4. Sont dispensés de la formation de 70 heures :

a) les praticiens de l'art infirmier (bachelier ou équivalent) ayant le titre d'infirmier spécialisé en santé mentale ou gériatrique ou une licence ou un master en gérontologie ou en gériatrie;

b) les candidats à la fonction de personne de référence pour la démence qui, après le 1<sup>er</sup> janvier 2005 et avant le 31 décembre 2011, ont suivi une formation d'au moins 90 heures, comprenant les matières visées ci-avant, et reconnue comme suffisante par la Commission de convention entre les maisons de repos, maisons de repos et de soins, centre de soins de jour et les organismes assureurs;

c) les candidats à la fonction de personne de référence pour la démence qui, après le 1<sup>er</sup> janvier 2005 et avant le 31 décembre 2011, ont suivi une formation d'au moins 60 heures, comprenant les matières visées ci-avant, reconnue comme suffisante par la Commission visée au point b), et qui travaillent dans le secteur des soins aux personnes âgées depuis au moins trois ans.

Les référents démence désignés avant l'entrée en vigueur des présentes dispositions conservent leurs droits en matière de reconnaissance de formation.

9.3.16.3. De la formation de base et de la formation continue des référents pour la démence des établissements d'hébergement pour aînés.

9.3.16.3.1. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2022, le programme de la formation de base du référent pour la démence est divisé en 5 modules :

A. La gestion de projets (douze heures).

B) La connaissance des troubles cognitifs/démence (quinze heures).

C) La communication appliquée à la prise en charge d'une personne présentant des troubles cognitifs (dix-huit heures).

D) L'accompagnement des résidents (dix-huit heures).

E) La transmission des savoirs et la formation (quatre heures).

Le Ministre compétent précise le contenu minimum des modules et détermine les titres et l'expérience utile requis des personnes chargées d'assurer les formations.

9.3.16.3.2. L'organisme de formation peut organiser à l'attention de ses étudiants une période d'observation facultative de maximum 8 heures. Sur présentation d'un justificatif recevable, l'organisme de formation peut accorder la dispense de certains cours mais sans dépasser 1 journée de formation.

9.3.16.3.3. Une évaluation certificative (trois heures) est organisée au plus tard à la fin du cycle de formation sur la base des modalités arrêtées par le Ministre. Chaque module est coté selon les modalités définies par le Ministre. Chaque organisme de formation définit les modalités de repêchage (examen oral/écrit). Si à l'issue du repêchage, le cycle de formation ou un module n'est pas réussi avec fruit, une procédure de rattrapage est arrêtée par le Ministre.

9.3.16.3.4. Le cycle de formation est agréé par le Ministre. L'agrément est valable cinq ans. A l'issue du cycle de formation visé, le lauréat reçoit une attestation de réussite donnant accès à la fonction de référent pour la démence, dont le modèle est défini par le Ministre.

9.3.16.3.5. Les cycles de formations organisés sur la base des réglementations des autres régions ou communautés ainsi que les cycles de formation spécifiques suivies au sein des autres Etats membres de l'Union européenne sont assimilés à la formation visée au présent point. Toutefois, il conviendra dans ce cas de faire la preuve de la connaissance du module gestion de projet (12H) dont les modalités sont précisées par le Ministre.

9.3.16.3.6. Tout référent pour la démence est tenu de participer à des formations continues, de deux jours au moins par an, en lien avec ses missions. Le programme de ces journées doit être communiqué à l'Agence pour approbation au plus tard deux mois avant leur organisation.

Les référents pour la démence commençant leur fonction avant le 1<sup>er</sup> janvier 2022 peuvent suivre, sur base volontaire, l'un ou l'autre module.

9.3.16.4. - Des conditions de financement de la fonction de référent démence

Les conditions de financement de la fonction de référent pour la démence sont reprises dans l'arrêté ministériel du 06 novembre 2003 fixant le montant et les conditions d'octroi de l'intervention visée à l'article 37, § 12, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, dans les maisons de repos et de soins et dans les maisons de repos pour personnes âgées. ».

**Art. 3.** La Ministre de la Santé et de l'Action sociale est chargée de l'exécution du présent arrêté.

**Art. 4.** Le présent arrêté entre en vigueur deux mois après sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 16 septembre 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale,  
de l'Égalité des Chances et des Droits des femmes,  
Ch. MORREALE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2021/33408]

**16 SEPTEMBER 2021. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van bijlage 120 bij het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid**

De Waalse Regering,

Gelet op het Waals Wetboek van Sociale actie en Gezondheid, artikel 359, eerste lid;

Gelet op het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 1 maart 2021;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 4 maart 2021;

Gelet op het verslag van 6 april 2021, opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2<sup>o</sup>, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen, voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het advies van het inter-Franstalig overlegorgaan, gegeven op 8 april 2021;

Gelet op het verzoek om adviesverlening gericht aan de Raad van State op 9 juli 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de "Commission wallonne des Aînés" (Waalse commissie voor senioren), gegeven op 30 april 2021;

Gelet op het ministerieel besluit van 6 november 2003 tot vaststelling van het bedrag en de voorwaarden voor de toekenning van de tegemoetkoming, bedoeld in artikel 37, § 12, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, in de rust- en verzorgingstehuizen en in de rustoorden voor bejaarden;

Gelet op de evolutie van de behoeften is het derhalve dienstig de taken en de inhoud van de basisopleiding van de referentiepersoon dementie te herzien;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie en Gezondheid,

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128 ervan.

**Art. 2.** In bijlage 120 bij het reglementair deel van Sociale Actie en Gezondheid, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 4 december 2014, 18 december 2014, 22 december 2018 en 16 mei 2019 wordt een punt 9.3.16 ingevoegd, luidend als volgt:

"9.3.16. "Referentiepersoon dementie".

De bepalingen vermeld in 9.3.16. betreffende de referentiepersoon dementie zijn van toepassing op de rustoorden en rust- en verzorgingstehuizen met ten minste 25 patiënten in de afhankelijkheids categorie Cd.

De referentiepersoon dementie heeft een coördinerende functie, in samenwerking met al het personeel van het rustoord of het rust- en verzorgingstehuis, met het oog op de voortdurende verbetering van de kwaliteit van de zorg voor mensen met cognitieve stoornissen.

De directeur vraagt de referentiepersoon dementie om, in overleg met de hoofdverpleegkundige en het personeel, een jaarlijks actieplan voor te stellen om de levenskwaliteit van mensen met cognitieve stoornissen te verbeteren. Dit actieplan definieert de doelstellingen, vertaalt ze in acties, geeft aan welke beroepsbeoefenaars bij de uitvoering van elke actie betrokken zijn, ziet toe op de uitvoering van de acties en evalueert ze. Het actieplan wordt gevalideerd door de directeur en geïntegreerd in het levensproject van de instelling.

9.3.16.1. Opdrachten van de referentiepersoon dementie.

9.3.16.1.1. De referentiepersoon dementie vervult de vier volgende opdrachten:

A. Bevordering van een aangepaste leefomgeving

1° aanpassingen voorstellen aan de leefomgeving in de collectieve ruimten om de bewegingsvrijheid en het initiatief van de bewoners bij het uitvoeren van activiteiten van het dagelijkse leven te vergemakkelijken;

2° aanpassingen voorstellen in de kamer van de bewoner om zijn autonomie te behouden of te reactiveren.

B. Begeleiding van de andere personeelsleden

1° deelnemen aan de sensibilisering en opleiding van het personeel naargelang van de geuite behoeften;

2° het personeel ondersteunen bij het opzetten van aangepaste en zinvolle activiteiten voor de bewoner;

3° steun creëren om te voorzien in een behoefte binnen de instelling.

C. Ondersteuning van bewoners met cognitieve stoornissen

1° aangepaste en zinvolle activiteiten voorstellen;

2° zorgen voor geïndividualiseerde begeleiding en geïndividualiseerde levensprojecten coördineren in de aangepaste eenheden of dagverblijven;

3° gedragsproblemen beheersen en voorkomen.

D. Begeleiding van de gezinnen

1° deelnemen aan het onthaal van de gezinnen bij de aankomst van de bewoner in de instelling en in de weken die volgen;

2° luisteren naar de gezinnen en een referentiepersoon blijven betreffende de evolutie van de ziekte van de bewoner en de uitingen ervan.

9.3.16.1.2. In het kader van zijn taken valt de referentiepersoon dementie onder de verantwoordelijkheid van de directeur van de instelling. Het is het actieplan, vastgesteld met en gevalideerd door de directie in samenwerking met de hoofdverpleegkundige, geïntegreerd in het levensproject van de instelling, dat de referentiepersoon dementie in staat stelt zijn activiteiten te prioriteren per opdracht.

9.3.16.2. Kwalificaties en relevante ervaring die worden verlangd van personen die verantwoordelijk zijn voor de functie van referentiepersoon dementie.

9.3.16.2.1. Houders van een diploma verpleegkundige of van een van de getuigschriften van hoger onderwijs van het korte type zoals gedefinieerd door het decreet van de Franse Gemeenschap van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, zoals bepaald door de bevoegde Minister, die in het bezit zijn van een certificaat dat een minimum aan nuttige kennis waarborgt met betrekking tot de functie van de referentiepersoon dementie, mogen de functie van referentiepersoon dementie uitoefenen.

9.3.16.2.2. Tot 31 augustus 2022 moet de persoon die als referentiepersoon dementie wordt aangewezen, een door de FOD Volksgezondheid of het Agentschap erkende opleiding van ten minste 60 uur hebben gevolgd, of een door de Minister erkende opleidingscyclus van ten minste 70 uur hebben gevolgd en met vrucht geslaagd zijn voor de certificeringstest die deze cyclus bekrachtigt.

De opleiding van 60 uur omvat ten minste de volgende onderwerpen:

- \* de medische aspecten van dementie;
- \* de psycho-sociale aspecten van dementie;
- \* de ethische en deontologische aspecten van dementie;
- \* de juridische aspecten van dementie;
- \* de organisatie van de zorgverlening;
- \* de interdisciplinaire communicatie en het beheer van de plannen.

9.3.16.2.3. Vanaf 1 september 2022 moet eenieder die voor het eerst als referentiepersoon dementie wordt aangewezen, een door de bevoegde Minister erkende opleidingscursus van ten minste 70 uur hebben gevolgd en met vrucht geslaagd zijn voor de certificeringstest die deze cyclus bekrachtigt.

9.3.16.2.4. De volgende personen zijn vrijgesteld van de 70-uren opleiding:

a) beoefenaars van de verpleegkunde (bachelordiploma of gelijkwaardig) met de titel van verpleegkundige gespecialiseerd in geestelijke gezondheid of geriatrie of een licentie of masterdiploma in gerontologie of geriatrie;

b) kandidaten voor de functie van referentiepersoon dementie die na 1 januari 2005 en vóór 31 december 2011 een opleiding van ten minste 90 uur hebben gevolgd, waarin bovengenoemde onderwerpen aan bod komen, en die als toereikend is erkend door de Overeenkomstcommissie tussen rustoorden, rust- en verzorgingstehuizen, dagverblijven en verzekeringsinstellingen;

b) kandidaten voor de functie van referentiepersoon dementie die na 1 januari 2005 en vóór 31 december 2011 een opleiding van ten minste 60 uur hebben gevolgd, waarin bovengenoemde onderwerpen aan bod komen, en die door de onder b) bedoelde Commissie als toereikend is erkend, en die gedurende ten minste drie jaar in de sector ouderenzorg werkzaam zijn.

De referentiepersonen dementie die vóór de inwerkingtreding van deze bepalingen zijn aangewezen, behouden hun rechten met betrekking tot de erkenning van de opleiding.

9.3.16.3. Basis- en voortgezette opleiding voor referentiepersonen dementie in woonzorgcentra voor ouderen.

9.3.16.3.1. Met ingang van 1 januari 2022 wordt het basisopleidingsprogramma voor de referentiepersoon dementie onderverdeeld in 5 modules:

- A. Projectbeheer (twaalf uur).
- B) Kennis van cognitieve stoornissen/dementie (vijftien uur).
- C) Communicatie toegepast op de zorg voor een persoon met cognitieve stoornissen (achttien uur).
- D) Begeleiding van bewoners (achttien uur).
- E) Kennisoverdracht en opleiding (vier uur).

De bevoegde Minister stelt de minimuminhoud van de modules vast en bepaalt welke kwalificaties en relevante ervaring vereist zijn van de personen die met het geven van de opleiding zijn belast.

9.3.16.3.2. De opleidingsinstelling kan voor haar studenten een facultatieve waarnemingsperiode van maximaal 8 uur organiseren. Tegen overlegging van een geldig bewijsstuk kan de opleidingsinstelling vrijstelling verlenen voor bepaalde cursussen, die echter niet langer dan één opleidingsdag mogen duren.

9.3.16.3.3. Uiterlijk aan het einde van de opleidingscyclus wordt een certificatieve evaluatie (drie uur) georganiseerd op basis van de door de Minister vastgestelde modaliteiten. Elke module wordt beoordeeld volgens de door de Minister vastgestelde modaliteiten. Elke opleidingsinstelling bepaalt de modaliteiten van het herkansingsexamen (mondeling/schriftelijk examen). Indien aan het einde van het herkansingsexamen de opleidingscyclus of een module niet met succes is doorlopen, wordt door de Minister een inhaalprocedure vastgesteld.

9.3.16.3.4. De opleiding moet door de Minister worden erkend. De erkenning is 5 jaar geldig. Aan het einde van de opleiding ontvangt de geslaagde kandidaat een getuigschrift dat toegang geeft tot de functie van referentiepersoon dementie, waarvan het model door de Minister wordt vastgesteld.

9.3.16.3.5. Opleidingscursussen die worden georganiseerd op basis van de regelgeving van andere Gewesten of Gemeenschappen, alsmede specifieke opleidingscursussen die in andere lidstaten van de Europese Unie worden gevolgd, worden beschouwd als gelijkwaardig aan de in dit punt bedoelde opleiding. In dit geval moet echter een bewijs van kennis van de module projectbeheer (12 uur) worden overgelegd, waarvan de bijzonderheden door de Minister worden gespecificeerd.

9.3.16.3.6. Alle referentiepersonen dementie zijn verplicht deel te nemen aan permanente opleiding, van ten minste twee dagen per jaar, in verband met hun taken. Het programma van die dagen wordt uiterlijk twee maanden vóór de organisatie ervan ter goedkeuring voorgelegd aan het Agentschap.

De referentiepersonen dementie die hun functie vóór 1 januari 2022 opnemen, kunnen op vrijwillige basis de ene of de andere module volgen.

9.3.16.4. - Voorwaarden voor de financiering van de functie van referentiepersoon dementie

De voorwaarden voor de financiering van de functie van referentiepersoon dementie worden vermeld in het ministerieel besluit van 06 november 2003 tot vaststelling van het bedrag en de voorwaarden voor de toekenning van de tegemoetkoming, bedoeld in artikel 37, § 12, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, in de rust- en verzorgingstehuizen en in de rustoorden voor bejaarden. ”.

**Art. 3.** De Minister van Gezondheid en Sociale Actie is belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 4.** Dit besluit treedt in werking twee maanden na zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.  
Namen, 16 september 2021.

Voor de Regering:

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
Ch. MORREALE

---

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/33407]

**23 SEPTEMBRE 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi d'une aide au déménagement, au loyer et à l'installation pour les personnes victimes des inondations du mois de juillet 2021**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Habitation durable, article 14, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juillet 2021 reconnaissant comme calamité naturelle publique les inondations survenues du 14 au 16 juillet 2021 et délimitant son étendue géographique;

Vu le rapport du 24 août 2021 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 30 août 2021;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 septembre 2021;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 70.127/2/V, donné le 8 septembre 2021, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'urgence motivée par le fait que les inondations du mois de juillet 2021 ont rendu un nombre considérable de logements inhabitables, que l'offre de logements sur le marché locatif privé est soumise à une forte pression, qui s'est vue accrue à la suite de ces inondations, entraînant le risque de voir les loyers augmenter, renforçant ainsi les difficultés pour les ménages sinistrés de se reloger décemment et qu'il est lors indispensable d'accroître rapidement la capacité des ménages à pouvoir faire face l'acquittement de ce nouveau loyer potentiellement plus élevé;

Sur la proposition du Ministre du Logement;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1<sup>o</sup> Administration : le Service public de Wallonie Territoire, Logement, Patrimoine et Energie, Département du Logement;

2<sup>o</sup> Code : Code wallon de l'Habitation durable;

3<sup>o</sup> demandeur : la personne physique qui sollicite le bénéfice des avantages prévus par le présent arrêté;

4<sup>o</sup> Ministre : le Ministre qui a le logement dans ses attributions;

5<sup>o</sup> revenus : les revenus imposables globalement afférents à l'avant-dernière année précédant la prise en location.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Est accordée, aux conditions fixées par le présent arrêté, une aide au déménagement et au loyer, aux ménages des catégories 2 ou 3 au sens du Code qui quitte un logement inhabitable à la suite des inondations du mois de juillet 2021 et prend en location un logement manifestement salubre.

§ 2. Est accordée, aux conditions fixées par le présent arrêté, une aide à l'installation au ménage de catégories 1, 2 ou 3 au sens du Code qui quitte une habitation qu'il occupe à titre de résidence principale, située soit dans une zone visée par l'arrêté du Gouvernement du 16 mai 2013 adoptant la cartographie des sites concernés par le plan Habitat permanent soit dans un équipement à vocation touristique situé sur le territoire d'une commune dont l'adhésion au Plan « habitat permanent » a été validée par le Gouvernement et qui, soit :

1<sup>o</sup> prend en location ou achète un logement salubre ou un logement améliorable qui devient salubre dans les six mois de son entrée dans les lieux, à l'adresse duquel il demande son inscription dans les registres de population;

2<sup>o</sup> débute un séjour sous convention dans une structure d'hébergement collectif agréée par la Région wallonne en vertu du décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées.

**Art. 3.** Est considéré comme inhabitable le logement qui :

1<sup>o</sup> soit est déclaré comme tel par un document établi par une autorité publique ou par un expert dépêché sur place par une compagnie d'assurances;

2<sup>o</sup> soit a fait l'objet d'un constat d'inhabitabilité par un agent de l'administration. Dans ce cas, l'administration fait part de la teneur de son constat au bourgmestre et au propriétaire afin d'éviter que le logement soit encore occupé dans les mêmes conditions.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. A la date de la prise en location, le demandeur doit être âgé de 18 ans au moins ou être mineur émancipé.

§ 2. A la date de la demande, il doit souscrire, ainsi que les personnes qui cohabitent avec lui, les engagements suivants à respecter dès la prise en location du logement :

a) ne pas donner le logement en sous-location en tout ou en partie;

b) consentir à la visite du logement par des agents de l'Administration;